

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

DANS CE NUMÉRO

SAHARA OCCIDENTAL : OULD SALECK
A LA RECHERCHE D'UN COM-
PROMIS

SENEGAL : L'ETAT PARASITE A DES
DIFFICULTES FINANCIERES

GUINEE : 20 ANS DE DICTATURE

LIBAN : LES LARMES DE CROCODILE

AFRIQUE AUSTRALE : L'IMPERIA-
LISME TENTE DE SAUVEGARDER
SES INTERETS

ETC... ETC...

N° 65 - 23 octobre 1978

PRIX : 1 F

PROCES

DE

BAMAKO

Traoré condamné ses rivaux



SOMMAIRE

éditorial :

Page 3 :

- SAHARA OCCIDENTAL : OULD SALECK A LA RECHERCHE D'UN COMPROMIS

Page 4

- MALI : SE DESIGNERA-T-IL MARECHAL DEMAIN ?
- SENEGAL : L'ETAT PARASITE A DES DIFFICULTES FINANCIERES

Page 5 :

- GUINEE : 20 ANS DE DICTATURE DE SEKOU TOURE

Page 6 :

- MOBUTU CHEZ NETO ...

Page 7 :

- LIBAN : LES LARMES DE CROCODILE

Page 9 :

- TUNISIE : BOURGUIBA EMPRISONNE LES SYNDICALISTES

Page 10 :

- AFRIQUE AUSTRALE : L'IMPERIALISME TENTE DE SAUVEGARDER SES INTERETS

Page 11 :

- ATTENTAT RACISTE A TOULOUSE : UNE SOCIETE EN FAILLITE
- RHODESIE : 1 500 PERSONNES MASSACREES PAR L'ARMEE DE SMITH

PROCES DE BAMAKO : TRAORE CONDAMNE SES RIVAUX

Le procès des anciens ministres de Traoré, qui a commencé il y a quelques semaines à Bamako s'est terminé le 21 octobre. Tiékoro Bakayoko, ancien directeur des services de sécurité, et Kissina Doukara ancien ministre de la défense ont été condamnés à mort. Karim Dembélé et Charles Samba Sissoko, anciens ministres et d'autres ont été condamnés à des peines allant de six mois à vingt ans de prison.

Les deux condamnés à mort seront-ils exécutés ou pas, nous ne le savons pas encore. Personne parmi les travailleurs maliens ne regrettera en tout cas ces individus qui ont les mains souillées de sang d'opposants au régime de dictature. Ces hommes sont responsables d'emprisonnements, de tortures et d'assassinats.

Mais les travailleurs n'ont pas, non plus, des raisons particulières de se réjouir, lorsqu'un fauve tombe, mais sous les coups de dent d'un autre fauve aussi féroce. Si Traoré a condamné la bande des Trois, ce n'est pas pour changer quoi que ce soit dans son régime. Bakayoko comme Doukara et les autres étaient ses propres ministres, des hommes qui agissaient sous ses ordres.

Et s'il a fini par s'en débarrasser c'est pour se débarrasser de rivaux et pour tenter de rejeter sur d'autres ses propres responsabilités. Oui, Bakayoko était un individu ignoble. Mais il a été secrété par une dictature qui en secrétera d'autres tant qu'elle durera. Et c'est une bien dérisoire consolation pour les opprimés de voir tomber de temps à autres, la tête d'un Bakayoko, alors que de nouveaux candidats au rôle occupent déjà la place.

Nous n'avons pas à attendre notre salut de cette sanglante concurrence entre candidats rivaux à la dictature. Le fait qu'ils se livrent à cette concurrence prouve seulement qu'ils pensent n'avoir rien à craindre des exploités. Pour les exploités du Mali, il ne s'agit pas de changer un chef d'Etat ou des ministres. Il s'agit encore moins de se réjouir passivement qu'ils s'entre-tuent.

C'est l'Etat de ces dictateurs qu'il faut détruire, cet Etat qui pousse sur les inégalités, la misère et la corruption. Il faut que les travailleurs et les paysans pauvres, au Mali comme ailleurs, se constituent eux-mêmes en Etat pour que jamais plus, il ne puisse y avoir ni des Bakayoko, ni des Traoré.

ABONNEMENTS

- FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F
sous pli fermé : 36 F

- AUTRES PAYS :

écrire au journal

- Adresser toute correspondance à Combat Ouvrier
BP 80 93 300
Aubervilliers France
en spécifiant :
" pour le PAT"



SAHARA OCCIDENTAL

Ould Saleck à la recherche d'un compromis

Moustapha Ould Mohamed Saleck, chef de la Junte militaire mauritanienne, multiplie les voyages à l'étranger. En effet le 18 septembre, il a rencontré le roi Hassan II à Rabat, et le 6 octobre il s'est rendu à Dakar pour s'entretenir avec Senghor. La semaine dernière il était avec Khadafi. Au cours de tous ces voyages, la question du rétablissement de la paix au Sahara occidental a été à l'ordre du jour de tous les entretiens.

Il semblerait donc que la Mauritanie soit entrain d'effectuer un tournant politique sur la question du Sahara. Au lieu de s'accrocher par la violence à la portion du Sahara qu'elle occupe contre la volonté du peuple sahraoui, elle semble désormais chercher le moyen de s'en dégager.

Le régime de Nouakchott avait cru bon en son temps de s'associer à l'acte de brigandage du roi du Maroc Hassan II. Tous les deux pensaient pouvoir se partager le Sahara occidental en paix, sous le patronnage de l'ancienne puissance colonisatrice de ce pays, l'Espagne, et avec l'appui bienveillant de l'impérialisme français.

Les accords de Madrid de 1975, consacrant ce partage, avaient tout prévu...sauf la réaction des sahraoui eux-mêmes que, bien entendu, personne ne songeait à consulter.

Eh bien, les sahraouis n'ont pas accepté le partage. Et la Mauritanie s'est révélée incapable de faire le poids face à la guerre de guerrilla dirigée par le Front Polisario. Ce dernier, organisation nationaliste, ne vise certes rien d'autre que la création d'un Etat sahraoui indépendant ; mais il a, sur cette base, le soutien de la population sahraoui.

Après trois ans de guerre, la Mauritanie est au bord de la faillite. 60 % du budget de l'Etat est consacré à la guerre. Le déficit budgétaire atteint 165 millions de CFA. L'économie est désorganisée. La population paie cher, en hommes comme en impôts, un effort militaire qui fait, de surcroît, apparaître la Mauritanie comme l'auxiliaire subordonné du Maroc.

Les milieux dirigeants mauritaniens semblent donc avoir tiré la conclusion de cette situation.

Ould Daddah avait-il été renversé parce qu'il s'opposait à la recherche d'un désengagement de la Mauritanie qui avait les faveurs des milieux dirigeants et de l'armée ? Ou bien Ould Saleck avait-il seulement profité de l'impopularité et de l'isolement de Ould Daddah qu'il était décidé à renverser de toute manière ?

Le fait est que le remplacement de l'homme qui avait incarné pendant trois ans la politique guerrière, facilite d'éventuelles négociations avec le Polisario. Ce dernier avait d'ailleurs accueilli par avance favorablement la possibilité d'une ouverture en décidant un cessez-le-feu unilatéral.

Est-ce pour autant que l'on s'achemine vers une paix sur la base de la reconnaissance des droits du peuple sahraoui sur le Sahara Occidental ?

Rien n'est moins sûr. Le Maroc ne veut pas lâcher du terrain pour le moment et, contrairement à la Mauritanie, il n'y est pas acculé. Il n'est même pas dit qu'il accepte de laisser la Mauritanie se dégager de manière unilatérale.

Ce vers quoi évolueront les négociations commencées dépend, en dernier ressort, de la capacité de la guerrilla sahraoui à continuer la guerre engagée.

SENEGAL : l'Etat parasite a des difficultés financières

Le gouvernement sénégalais serait au bord de la banqueroute. Il n'y a pas d'argent pour payer les fonctionnaires. Les salaires de fin août ont été payés avec plusieurs jours de retard. Les petits fonctionnaires et les employés des sociétés d'Etat vivent en permanence dans la crainte de ne pas être payés ou d'être frappés par une compression de personnel.

Certes le Sénégal, comme bien d'autres pays d'Afrique, est victime de la pauvreté dans laquelle le place l'exploitation impérialiste. Mais les difficultés financières ne se répercutent pas de la même manière selon les hiérarchies de la fonction publique.

Par exemple, le premier ministre Abdou Diouf continuera à toucher régulièrement près de 1 million CFA par mois, sans compter les recettes des immeubles qu'il loue à l'administration, et les indemnités diverses. Lui et ses semblables qui vivent grassement sur des postes aussi inutiles que coûteux, sont sûrs d'être payés régulièrement, de même que les nombreux membres de leurs familles qui sont casés dans l'administration, l'armée et la police.

La corruption et la plétore de fonctionnaires provoquent inévitablement un gouffre financier dans les caisses du Trésor Public. Mais encore une fois, dans l'Etat de Senhor, il y aura 2 poids et 2 mesures : ce sont les petits fonctionnaires qui vont en faire les frais.

MALI

SE DESIGNERA - T - IL MARECHAL DEMAIN ?

Après avoir monopolisé les fonctions de président de la république, de président du Comité Militaire, de chef du gouvernement, de ministre de la défense, l'ancien lieutenant Moussa Traoré, devenu colonel entre temps, vient d'ajouter un nouveau titre à sa collection. Il s'est attribué le grade de général, à l'occasion des fêtes du 18^e anniversaire de l'indépendance du Mali.

Le général président ne s'arrêtera pas en si bon chemin ! Comme il n'a pas peur du ridicule, il sera certainement bientôt le premier maréchal du Mali, et pourquoi pas... Empereur ? A moins que les travailleurs et les paysans pauvres ne mettent fin à a cette sinistre plaisanterie en le chassant comme un malpropre.

* * * * *

* * * * *

GUINEE 20 ANS DE DICTATURE DE SÉKOU TOURÉ

Il y a 20 ans, le 28 septembre 1958, toute l'Afrique apprenait avec stupeur le vote massif des populations guinéennes contre le référendum de De Gaulle, portant sur la création d'une "communauté" entre l'Etat français et ses colonies en voie de s'acheminer vers l'indépendance.

Le "non" au référendum, c'était le refus catégorique de Sékou Touré d'accepter que les modalités de la décolonisation soient dictées aux pays africains par l'ancienne métropole coloniale. A la différence de Senghor, de Houphouët et autres, il n'a pas voulu d'une indépendance qu'on lui apporterait sur un plateau.

Le "non" de Sékou Touré a donc été une véritable gifle à De Gaulle et à sa politique. L'impérialisme français l'a d'ailleurs compris comme tel, puisque le 2 octobre 1958, la France coupait toute relation politique et économique avec la Guinée devenue indépendante.

Par ce geste, l'impérialisme français espérait mettre Sékou Touré à genoux. Faux calcul puisque celui-ci a résisté ; et cette résistance lui valu un prestige large en Afrique. Son crédit auprès des populations africaines était d'autant plus grand qu'il incarnait seul, parmi les vieux leaders du RDA, la résistance à l'impérialisme français.

L'indépendance acquise, ce leader devenu si populaire en l'espace de quelques mois, va montrer un autre visage ; et le peuple guinéen qui, un instant, avait cru que l'ère de la liberté était arrivée, allait vite déchanter. D'abord le "Grand Fili" c'est-à-dire le "grand éléphant" (c'est ainsi que Sékou se fait appeler) va jeter tous les leaders syndicaux connus en prison. A partir des années 60, c'est une dictature féroce qu'il instaure en Guinée. La moindre tentative de rébellion est sauvagement réprimée. Les arrestations succèdent aux arrestations et, du plus obscur paysan pauvre du Fouta Djallon qui croule sous le poids des privations et de la misère, en passant par l'ouvrier de Konakry à qui 1 200 sily par mois ne suffisent plus pour faire vivre la famille, de Keita Fodéba à Diallo Telli, la liste serait longue.

Par ailleurs, si l'impérialisme français a coupé les ponts avec la Guinée, Sékou Touré chercha et trouva des oreilles plus compréhensives du côté des Etats Unis. La Guinée a fini par tomber sous la coupe réglée de l'impérialisme américain dont les firmes contrôlent l'exploitation des principales ressources du pays. Le résultat de cette politique c'est une misère toujours croissante pour la population dont le niveau de vie est parmi les plus bas.

Dans ce pays au climat propice à l'agriculture et à l'élevage, les produits alimentaires de base manquent la plupart du temps. Le riz, l'huile, la viande et même le poisson sont hors de prix. Le marché noir des produits alimentaires est un des commerces les plus florissants. La corruption règne à tous les niveaux de l'appareil policier de Sékou Touré. Malgré les démentis officiels, l'épisode du 27 août 1978, avec la lutte des commerçantes en révolte contre les injustices de la "brigade économique", sorte de police des marchés qui confisquait arbitrairement les marchandises pour les vendre ensuite au marché noir, est un exemple frappant.

Actuellement plus de 3 000 prisonniers politiques croupissent dans les prisons de Sékou, et environ 2 millions de guinéens vivent en exil.

Aujourd'hui après 20 ans de pouvoir, le dictateur semble vouloir changer de politique. Après la réconciliation avec la France, ennemie de toujours, il y a eu les fameuses retrouvailles de Monrovia avec Houphouët et Senghor qu'il appelait hier encore valets de l'impérialisme.

Au dernier sommet de l'OUA il a fait une entrée remarquée, après 15 ans d'absence, en se posant en réconciliateur, et en se rapprochant des "vieux modérés".

.../...

Seuls ceux qui se faisaient des illusions sur Sékou Touré pourraient croire qu'il a changé. Ceux-là seuls peuvent être surpris de le voir agir comme il le fait aujourd'hui. En fait ce dictateur ne fait que montrer son vrai visage. Aujourd'hui son crédit auprès des populations africaines est en baisse ; son pays est parmi les plus en retard en Afrique noire.

Sékou Touré a su, en un moment de sa vie, faire un acte de dignité face à l'impérialisme. Mais il ne l'a jamais combattu. Pour pouvoir le faire, il aurait fallu qu'il incarne une autre perspective politique que celle, limitée, du nationalisme radical. Après avoir nargué l'impérialisme français, Sékou renoue avec, par dessus son peuple écrasé par la dictature.

Ces vingt ans, ce n'est pas seulement la faillite d'un homme par rapport aux espoirs qu'il suscitait ; c'est surtout la faillite d'une politique, celle d'une des formes du nationalisme radical.

MOBUTU CHEZ NETO

LES DEUX DICTATEURS SE RECONCILIENT

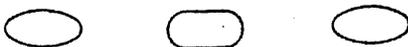
Récemment Agostinho Neto a reçu en grande pompe, le sinistre Mobutu en visite officielle en Angola. Pour tant, il n'y a pas si longtemps, ces deux dirigeants se proclamaient ennemis farouches, et leurs deux pays semblaient au bord du conflit armé lors de la guerre civile du Shaba.

Maintenant que la tempête est passée, chacun de ces dictateurs veut la caution de son voisin. Et Neto veut aussi sceller son retour dans le camp occidental qu'il n'avait il est vrai quitté que d'un pied. Mobutu s'engage à ne plus soutenir les forces d'opposition au régime de Neto : c'est-à-dire les troupes du FNLA et de l'UNITA.

En échange, le soit-disant progressiste Neto, en se réconciliant avec le dictateur du Zaïre, a renvoyé chez eux des milliers de réfugiés zaïrois qui vivaient en Angola. Il s'engage aussi à ne pas soutenir les ex-gendarmes katangais de Nathanaël Bumba.

Même si Mobutu a amnistié tous les réfugiés zaïrois vivant à l'étranger, c'est un joli cadeau que Neto lui fait, surtout à un dictateur dont on sait quel sort il réserve aux opposants à son régime.

C'est, en quelque sorte, le prix payé par Neto pour sa réconciliation avec Mobutu, et au delà, avec l'impérialisme américain./.



LIBAN

les larmes de crocodile

De la fin septembre au 20 octobre dernier les troupes syriennes ont envahi une partie du Liban et bombardé le quartier d'Achrafieh, faisant ainsi plusieurs dizaines de morts dans la population chrétienne.

Cette intervention fait suite à d'autres épisodes plus sanglants. En 1976 la Syrie était aussi intervenue au Liban. Mais dans les deux cas l'impérialisme a réagi différemment. En 1976, la Syrie n'a pas eu d'obstacle parce qu'elle s'attaquait aux populations pauvres musulmanes et à la gauche. Cette fois-ci son intervention a déclenché des indignations chez les Giscard et les Carter, car les victimes étaient dans les quartiers chrétiens contrôlés par l'extrême droite.

La guerre civile dure maintenant depuis plus de trois ans.

Même si d'un côté il y a les milices chrétiennes et de l'autre les musulmans (la Syrie, la gauche libanaise et les palestiniens), ce qui se passe au Liban n'a rien à voir avec une quelconque guerre de religion. Il suffit de rappeler que c'est le même gouvernement syrien qui, au début de 1976, avait aidé les milices chrétiennes à massacrer la gauche libanaise et les palestiniens du camp de Tall El Zaatar.

L'extrême droite recrute ses militants dans la bourgeoisie maronite et la petite bourgeoisie qui est, pour la grande majorité, issue des milieux chrétiens. Cette extrême droite chrétienne a des milices armées dont les plus importantes sont :

- les "Phalanges" dirigées par Gemayel, un fervent admirateur de Hitler
- les troupes du Parti National et Libéral, de Camille Chamoun.

Toutes ces troupes sont du côté de la grande bourgeoisie, de l'Etat israélien et de l'impérialisme.

La population la plus pauvre, c'est-à-dire les travailleurs et les petits paysans, est de religion musulmane. Il y a également 400 000 réfugiés palestiniens qui partagent la misère de la population.

LES RAISONS DE LA GUERRE CIVILE

La guerre civile a été déclenchée par l'extrême droite en réaction à la montée des luttes des exploités libanais. Les milices d'extrême droite ont voulu une guerre préventive contre les travailleurs qui montraient de plus en plus ouvertement leur force à travers les grèves et les manifestations, et contre la montée de la gauche libanaise. Cette gauche, dirigée par feu Kamal Joumlatt, était certes bien modérée, elle aspirait seulement à un peu plus de place dans le cadre des institutions. Mais la droite ne pouvait même pas tolérer cela.

Par la même occasion l'extrême droite libanaise aurait voulu affaiblir également les réfugiés palestiniens, car il y avait un lien entre la présence de ceux-ci et le renforcement de la gauche. Non pas parce que les organisations nationalistes palestiniennes comme l'OLP, offrent une perspective politique aux exploités libanais, elles se gardent bien de le faire, et ne ratent aucune occasion pour cautionner les dirigeants réactionnaires tels que Assad ou Hussein de Jordanie. Mais les palestiniens sont armés et échappent à tout contrôle de l'Etat central. Ils constituent, à leur corps défendant, un contre-pouvoir autour duquel se polarisent toutes les oppositions, tous les mécontentements. Cela seul est un encouragement à la lutte pour les masses déshéritées du Liban.

LES INTERVENTIONS SYRIENNES

Mais l'offensive de l'extrême droite avait échoué. La gauche musulmane est sortie vainqueur de l'épreuve de force. L'impérialisme n'a pas accepté cette situation qui pouvait servir d'exemple et montrer aux masses exploitées des autres pays qu'en s'armant elles peuvent se défendre. D'autre part, l'impérialisme ne pouvait pas laisser l'extrême droite vaincue et risquant d'être écrasée. L'intransigeance des Gemayel et des Chamoun ne lui plaisent pas outre mesure. C'est d'ailleurs la signification des propos de Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères de la France. Mais l'impérialisme ne va pas jusqu'à abandonner les forces d'extrême droite, car elles lui sont utiles en définitive, et elles peuvent surtout être un recours dans une autre situation.

Pour rétablir la situation, l'impérialisme avait choisi la Syrie comme bras armé. Son rôle a alors été d'empêcher tout changement politique en faveur de la gauche en désarmant cette dernière, et en affaiblissant les palestiniens. L'épisode le plus sanglant a été le massacre de Tall El Zaatar au début 1976.

Remarquons au passage que le président Assad de Syrie avait été présenté jusque là comme un "progressiste" par les dirigeants de l'OLP et par Kamal Joumlatt. Mais en écrasant la gauche, la Syrie avait donné un souffle à l'extrême droite. Au fur et à mesure, l'extrême droite devenait plus exigeante vis-à-vis du pouvoir central du Liban. Elle cherchait à avoir plus de place au sein de l'appareil d'Etat pour son propre personnel politique et ses propres milices.

L'extrême droite était devenue tellement puissante qu'il y avait un risque de partition, avec formation d'un Etat aux mains de l'extrême droite, c'est-à-dire un Etat pro-israélien. C'est pour empêcher cela que la Syrie est intervenue récemment en attaquant les milices chrétiennes.

Les dirigeants occidentaux, de la droite à la gauche, ont tous levé unanimement le bouclier. En France, il y a eu une union sacrée entre Giscard-Barre, le RPR, l'UDF et le PS. Les raisons humanitaires invoquées ne sont qu'hypocrisie éhontée. Ce qui les indignent, ce n'est pas le massacre de vies humaines ; du sang ils en ont tous autant, sinon plus sur les mains que n'importe quel dirigeant du moyen-orient, et ils n'avaient rien trouvé à redire quand en 1976 le même Etat syrien écrasait la gauche et avec nettement plus de cruauté.

La différence c'est que en 1976, la Syrie était intervenue, appelée par l'impérialisme, pour taper sur la gauche et les palestiniens. C'était un travail utile pour l'impérialisme qui ne veut pas qu'il y ait dans aucun pays de cette région, un risque de changement politique incontrôlé, en faveur d'une gauche, aussi modérée soit-elle.

Cette fois-ci, la Syrie est intervenue sur sa propre initiative pour empêcher que la situation ne soit trop favorable à l'extrême droite, c'est-à-dire à Israël. Elle est intervenue pour qu'il y ait un règlement politique équilibré, c'est-à-dire sans une trop grande prépondérance des éléments pro-israéliens. Mais les occidentaux ne veulent pas que la Syrie touche à l'extrême droite. C'est cela qui a motivé les indignations hypocrites des dirigeants de l'occident et non pas une quelconque raison humanitaire .

Et il a suffi que les grandes puissances lèvent le ton pour que les dirigeants syriens rentrent dans les rangs et quittent les lieux. Mais ce n'est pas pour autant la fin de la guerre civile. Les milices d'extrême droite ont encore été tirées d'affaire , mais il n'est pas dit qu'elles arrivent à imposer leur dictature sur les masses exploitées.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

TUNISIE

BOURGUIBA EMPRISONNE LES SYNDICALISTES

Le gouvernement tunisien, après avoir arrêté les dirigeants de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) suite à la grève générale des travailleurs tunisiens le 26 janvier dernier, vient de rendre officiels les résultats des procès intentés contre les dirigeants syndicaux.

Ainsi Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT, a été condamné à 10 ans de travaux forcés, de même que le responsable régional de l'Union Générale de Sfax. Les autres peines s'échelonnent de six mois à 10 ans.

Ces "procès" n'ont rien d'un procès, car les inculpés n'avaient même pas le droit d'avoir leurs avocats à eux. Les observateurs internationaux ont été refoulés, ainsi que les personnalités envoyées par d'autres syndicats comme la CGT, la CFDT et la Fédération Syndicale Mondiale. C'est Bourguiba qui décide si tel ou tel avocat est bien pour la défense des inculpés... C'est la logique de sa politique de dictature à l'égard de toute opposition à son régime.

Habib Achour et certains grands responsables de l'UGTT n'étaient pourtant pas des ennemis irréductibles de Bourguiba. Achour faisait même parti du Bureau Politique du PSD (Parti Socialiste Destourien), parti unique de Bourguiba. C'est d'ailleurs en janvier 1977 que Achour avait signé un pacte avec le gouvernement au nom du l'UGTT, pour que celle-ci garantisse la "paix sociale" en empêchant tout mouvement de revendication, toute grève.

Mais ce pacte là n'a pas empêché les ouvriers de déclencher des grèves dès le mois d'octobre 77. De nombreuses villes ont été gagnées par le mécontentement qui a abouti en janvier 78, à des manifestations plus généralisées.

La répression féroce déclenchée par les troupes militaires de Bourguiba, qui a fait plusieurs centaines de morts et de blessés a mis un coup d'arrêt aux grandes manifestations populaires. De nombreux militants ouvriers sont en ce moment emprisonnés et torturés dans les prisons de Sousse et de Sfax. Et le dernier procès contre les dirigeants syndicaux, neuf mois après les événements de janvier, n'est qu'un sinistre scénario de justice monté de toutes pièces.

Mais derrière ces procès contre les syndicalistes, c'est à la classe ouvrière que s'attaque Bourguiba. Il veut anéantir toute volonté de lutte pour la défense des intérêts des travailleurs. Quand le coup de la signature du pacte de la "paix sociale" ne marche pas, pour mettre la classe ouvrière au pas, il utilise la méthode radicale : la prison et la torture.

≡ ≡ ≡ ≡ ≡; ≡ ≡

CAMARADE, CE JOURNAL EST LE TIEN !

LIS LE ET FAIS LE CONNAITRE

AUTOUR DE TOI !

AFRIQUE AUSTRALE: l'impérialisme tente de sauvegarder ses intérêts.....

Depuis un certain temps, de nombreuses négociations ont lieu entre les représentants des pays occidentaux et les deux gouvernements racistes d'Afrique Australe.

Il s'agit, pour les pays impérialistes, de négocier avec Ian Smith et le régime Sud Africain pour les convaincre de céder la place à des gouvernements dirigés par les noirs en Namibie et en Rhodésie, les deux bastions les plus faibles de l'Afrique ségrégationniste.

Si l'impérialisme prend des distances vis-à-vis de ces deux régimes ce n'est pas pour des raisons humanitaires. La barbarie de ces régimes est le dernier souci de l'impérialisme. Ce qui l'intéresse c'est uniquement l'exploitation des richesses et des peuples.

Aujourd'hui, malgré les armes, malgré les répressions, les organisations nationalistes radicales ont réussi à se faire entendre, et à mettre en difficulté les deux régimes. Du fait des luttes populaires qui se mènent en Rhodésie et en Namibie, la situation devient instable. C'est cela qui gêne l'impérialisme qui exploite l'or, le diamant, l'étain, le plomb etc... dans ces régions. Pour qu'il puisse aisément continuer à piller il lui faut des régimes stables.

Si l'impérialisme prend donc ses distances par rapport à un camp (celui de Smith et de Vorster) c'est pour mieux embrasser l'autre (celui des nationalistes). Mais pour cela il ne se montre pas pressé. Il laisse les régimes racistes déployer leur armement contre les populations. Il les laisse gagner du temps. Car il est vrai aussi que la Rhodésie et l'Afrique du Sud sont de grands clients qui achètent des armes et qui vendent des matières premières. Ils permettent aux grandes firmes multinationales de s'enrichir énormément.

Ainsi en Rhodésie, Smith donne quelques miettes de pouvoir aux dirigeants nationalistes modérés, comme le pasteur Muzorewa, Sithole et Chirau. Mais cette opération est une impasse car elle ne satisfait ni la majorité de la population noire, ni les dirigeants plus radicaux comme Nkomo et Mugabe qui veulent tous les postes.

En Namibie, pays annexé par l'Afrique du Sud depuis la fin de la première guerre mondiale, le régime sud-africain tente d'installer un gouvernement fantôme, à sa solde, en y organisant des élections unilatérales, sans la participation de la SWAPO, organisation nationaliste qui lui est opposée.

Mais malgré toutes ces opérations politiques et militaires il est certain qu'en Rhodésie et en Namibie, le pouvoir va échapper au régime raciste. Quand ? On ne le sait pas. Mais une chose est certaine, c'est que si aujourd'hui l'impérialisme a pris ses distances et tente de mener des négociations, c'est grâce aux luttes de libération nationale acharnées qui s'y sont menées depuis longtemps déjà.

Et c'est de la détermination de ces luttes que dépend la mort, lente ou rapide, de ces régimes barbares.

ATTENTAT RACISTE A TOULOUSE

une société en faillite

Ali Abdoul, ouvrier algérien, a été victime d'un attentat raciste à Toulouse. C'était dans la nuit du 8 au 9 octobre. Ali Abdoul était entré dans un café pour acheter des cigarettes. Il s'était fait alors agresser par le patron du café, aidé par deux acolytes.

Ils ont battu Ali à trois. Ils l'ont torturé pendant 4 heures puis l'ont déposé dans un terrain vague loin du café. La victime a échappé à la mort mais était dans un état très grave quand il a été hospitalisé. Ce n'est pas le premier attentat du genre en France. Et si des criminels comme ceux-là peuvent agir si facilement, c'est parce qu'ils sont très bien protégés par la police en général.

Cette fois-ci, la police les a arrêtés parce que l'attentat a été largement dénoncé par ceux que ce genre d'acte indigné. La police ne pouvait plus dire comme elle en a l'habitude, qu'elle n'avait rien vu ou qu'il ne s'agissait que d'une simple bagarre.

L'un des tortionnaires d'Ali Abdoul est d'ailleurs connu pour son appartenance au SAC (organisation d'extrême droite liée au RPR).

Le racisme est une tare de cette société d'oppression. Et ceux qui se livrent aux actes criminels ne font qu'appliquer ce que la société leur enseigne quotidiennement à travers la presse, l'éducation etc... Si des atrocités comme celle de Toulouse peuvent être commises, c'est aussi à cause du racisme sournois que les pouvoirs publics injectent dans la population.

Les hommes politiques de droite comme Stoléru, Chirac, Barre, font croire à la population française que si le chômage est important en France, c'est à cause des immigrés qui prennent la place des français. Cette politique de la Bourgeoisie est un encouragement pour les racistes à continuer leurs actes sadiques. Pour mettre fin au racisme, c'est à cette société en faillite qu'il faudra s'attaquer. Cette société qui se moque de la dignité humaine.

ooooo0ooooo0ooooo0ooooo0ooooo

RHODESIE : 1 500 PERSONNES MASSACREES PAR L'ARMEE DE SMITH

Les troupes militaires du régime de Smith viennent de massacrer en moins d'une semaine, 1 500 réfugiés rhodésiens en Zambie et au Mozambique. Ces réfugiés ont fui le régime raciste de Smith pour s'installer dans des "camps" à l'intérieur des pays frontaliers.

Dans ces camps il y a des enfants, des vieux, des malades etc... L'aviation militaire de Smith survole ces "camps", fait tomber des bombes et incendie tout sur son passage.

Devant ces massacres, les pays impérialistes se contentent de déclarations hypocrites. La grande presse, la radio, la télévision en France n'en disent que quelques mots, alors qu'ils se gargarisent à longueur de journée de déclarations sur les droits de l'homme. Quelle monstrueuse hypocrisie. !

0 0 0 0 0 0

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux. Ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.